

N° 24/133 /DTDP-Ass/VGN

## DÉCISION

**Portant signature d'une convention de mise à disposition,  
à titre gratuit, de la salle de la Maison de Voisinage  
auprès de l'Association la Compagnie des Archers de Coignières**

Le Maire de la Commune de Coignières (Yvelines) ;  
11<sup>ème</sup> Vice-président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines ;  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22 alinéa 5 ;  
Vu la délibération n°2020-0505 du conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire ;  
Vu la demande de la Compagnie des Archers de Coignières, représentée par son Président, M. Michel SALL, de pouvoir disposer de la salle de la Maison de Voisinage le vendredi 18 octobre 2024, pour une Assemblée Générale de l'association ;  
Vu la convention de mise à disposition de la salle de la Maison de Voisinage ;  
Considérant que la commune de Coignières met à disposition, à titre gratuit, auprès de l'Association la Compagnie des Archers de Coignières, la salle de la Maison de Voisinage située rue Neauphle le Château à Coignières, le vendredi 18 octobre 2024 de 19h00 à 23h00 ;

## DÉCIDE

**ARTICLE 1 – AUTORISE** M. le Maire ou son adjoint délégué à signer une convention de mise à disposition, à titre gratuit, de la salle de la Maison de Voisinage située rue Neauphle le Château à Coignières, à l'Association la Compagnie des Archers de Coignières, le vendredi 18 octobre 2024 de 19h00 à 23h00 pour son assemblée générale.

**ARTICLE 2 – DIT** que la présente décision est conclue et acceptée pour la date précisée à l'article 1.

**ARTICLE 3 – DIT** que la présente décision fera l'objet d'une transmission à la Sous-Préfecture de Rambouillet, d'une présentation au conseil municipal et d'une notification au titulaire.

Fait à Coignières, le 18 septembre 2024

Le Maire,



**Didier FISCHER**

Vice-président de la C.A. de Saint-Quentin-en-Yvelines

Le présent acte peut faire l'objet d'une voie de recours gracieuse auprès de son auteur, ou contentieuse devant le Tribunal Administratif de Versailles - 56 Av. de Saint-Cloud, 78000 Versailles, ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, voire lorsqu'elle a été expressément prescrite, à compter de sa notification pour la ou les personnes directement visées.